

L'épicerie sociale face à la hausse des colis d'urgence

Précarité croissante, montée en flèche des colis d'urgence et difficultés d'approvisionnement : l'épicerie sociale de Bischheim-Schiltigheim-Hoenheim est confrontée à de nouvelles problématiques. Questions à Jean-Luc Brachet, président de l'association Les Épis.

Comment l'épicerie sociale traverse-t-elle la crise sanitaire ?

Le premier confinement, c'était génial, on n'a jamais eu autant de produits de qualité ! Les Halles du Scilt nous ont fait des dons.

Environ 80 familles bénéficiaires actuellement sur le secteur de Schiltigheim-Bischheim-Hoenheim, c'est relativement peu, non ?

Effectivement. Nous avons eu dans le passé quelque 120 familles. Beaucoup d'associations se sont créées dernièrement et, aussi louable soit leur objectif, cela entraîne une sorte de concurrence. Nous devons, à l'échelle de l'ensemble des épiceries sociales du département, lancer une réflexion sur notre modèle social, car contrairement à d'autres structures, nous ne sommes pas dans l'assistanat. Les bénéficiaires s'acquittent de 10 % du montant du panier, c'est le prix de la dignité.

Des kilos de tofu, mais pour qui ?

5 à 10 % des personnes qui pourraient venir à l'épicerie sociale ne viennent pas car, pour elles, c'est la honte. Les gens arrivent souvent les yeux baissés. On les accompagne, on leur redonne confiance à travers des ateliers où on leur fournit des clés pour mieux gérer le quotidien, cuisiner des produits simples, se débarrasser d'assurances inutiles. Ils repartent avec le sourire.



Des bénévoles s'activent dans les rayons et la réserve de l'épicerie sociale pour la dernière distribution de l'année. Photo DNA/Cédric JOUBERT

Nous restaurons les personnes, dans les deux sens du terme. Mais les deux piliers de l'épicerie, 10 % du montant du panier et l'obligation de suivre un atelier par mois de présence est pour certains une contrainte trop forte, et ils préfèrent se tourner vers d'autres structures.

Quel constat dressez-vous ?

Actuellement, la moitié des paniers sont des colis d'urgence alors qu'en principe cela devrait représenter 5 à 10 %. Or, les colis d'urgence, ce n'est pas notre vocation. Les services de l'État sont défaillants ; les services, pas les agents, qui sont débordés. Par exemple, pour une pension de réversion, il faudra attendre plus de six mois... Par ailleurs, du fait de situations précaires qui alternent travail et chômage, certains bénéficiaires se retrouvent avec des « trop-perçus » impossibles à rembourser dans des budgets

serrés.

À la veille des fêtes de fin d'année, disposez-vous de stocks ?

Pour les produits secs, cela va, mais en ce moment, dans les réfrigérateurs, c'est plutôt morne plaine. Nous avons peu de viande, peu de poisson, peu de produits frais. Parfois, il nous arrive d'aller faire quelques emplettes pour diversifier les paniers.

Des comportements de consommateurs qui interrogent

Dans les grandes surfaces, il y a de plus en plus de rayons DLC (*) à prix réduits, ce qui réduit les approvisionnements. Parfois, on reçoit 60 kilos de pommes, c'est trop ! On les redonne à la résidence sociale de Schiltigheim. Ou des quantités de tofu, mais cela n'a pas un

succès fou ! Du coup, on le donne. On observe également des comportements de consommateurs qui interrogent, par exemple, par rapport au bio ou à certains produits locaux. Certains publics ne réagissent pas comme on s'y attendrait, ils souffrent de précarité, mais ne veulent pas que leur enfant en souffre et par conséquent préféreront acheter des produits dont la marque est vantée par la publicité.

Aujourd'hui, notre principal fournisseur est la Banque alimentaire. Il faut que nous menions une réflexion générale avec les autres épiceries sociales pour fiabiliser et augmenter nos approvisionnements auprès de grossistes ou de producteurs en circuit court.

Propos recueillis par Valérie BAPT

(*) DLC : date limite de consommation